

## Gilets jaunes et emprisonnés



Article rédigé par *Basta*, le 19 janvier 2020

Plus de 400 gilets jaunes, condamnés à de la prison ferme, purgent ou ont purgé leurs peines. Certains ont accepté de raconter à leur découverte de l'univers carcéral, une expérience qui marque les personnes et souvent déstabilise les familles, tout en laissant une trace profonde sur le mouvement.

En plus d'un an près de 440 gilets jaunes ont été incarcérés pour des peines de un mois à trois ans. Cette répression, menée sur le plan judiciaire et carcéral, a bouleversé leurs vies et celles de leurs proches, et affecté l'ensemble du mouvement. À Montpellier, Perpignan, Narbonne, Le Mans et d'autres villes, *Bastamag* a rencontré plusieurs prisonniers et leurs soutiens, qui nous ont raconté leur expérience.

« *Je n'aurais jamais cru aller en prison !* » Le 11 mars 2019, le verdict du tribunal de grande instance de Montpellier s'abat comme un coup de massue sur Victor\*. « *Quatre mois ferme avec mandat de dépôt, huit mois de sursis, 800 euros de dommages et intérêt* » Arrêté lors de l'acte 16 pour avoir tiré un feu d'artifice en direction des forces de l'ordre, ce gilet jaune de Montpellier est jugé en comparution immédiate pour « *violences contre les forces de l'ordre* » et « *participation à un groupement en vue de commettre des violences* ». Les images de son jugement tournent en boucle dans sa tête.

« *Ça n'a même pas duré dix minutes. Je n'ai rien compris à ce qui se passait.* » À peine sorti de sa garde-à-vue, sidéré, ce plombier et père de famille est embarqué au centre pénitentiaire de Villeneuve-les-Maguelone. Placé pendant cinq jours dans le quartier des « arrivants », il y reçoit un petit kit avec le minimum nécessaire pour le couchage et l'hygiène. « *Au début c'était terrible. Je ne voulais pas sortir de ma cellule, être confronté aux surveillants et aux détenus.* » Il sortira de prison trois mois plus tard.

Retrouvez l'intégralité de l'article sur

<https://www.bastamag.net/gilets-jaunes-prisonniers-politique-colere-sociale-detention-justice>

19/01/2020 07:00